

"Il n'y a rien qui nécessite cette énorme dépense de près de \$38,000,000, excepté le fait que nous sommes écrasés sous les dettes et dévorés par les fonctionnaires, grands et petits."

La dépense annuelle contrôlable, pendant les quatre dernières années de l'administration conservatrice était comme suit :

1893.....	\$36,814,052
1894.....	\$37,585,025
1895.....	38,132,005
1896.....	36,949,142

Une dépense moyenne annuelle de \$37,370,056.

Pour tout le temps de l'administration conservatrice, la dépense moyenne annuelle est de \$33,535,549. C'est là la dépense que nous avons dénoncée par une résolution solennelle. C'est à cette dépense que s'appliquait le langage que je viens de citer. Comment nos promesses et les engagements de nos chefs ont-ils été remplis? Ce qu'eux et nous voulions faire entendre à l'électorat, c'est que s'il plaçait notre parti au pouvoir, la dépense publique serait diminuée. C'était là, notre contrat et notre entente avec le peuple. Qu'est-il arrivé? La dépense contrôlable annuelle sous le présent gouvernement a été comme suit :

1897.....	\$38,349,759
1898.....	38,832,525
1899.....	41,903,500
1900.....	43,175,000

Une moyenne annuelle de \$40,565,196, soit \$3,195,140 de plus que la moyenne des quatre dernières années de l'administration conservatrice ou \$7,029,647 de plus que nos adversaires ont annuellement dépensé, en moyenne, pendant leurs dix-huit années d'administration.

"La moyenne de la dépense totale annuelle depuis que le gouvernement libéral a pris la direction des affaires du pays, a été de \$46,616,623, tandis que la moyenne annuelle sous l'administration conservatrice était de \$42,335,881. C'est-à-dire qu'au lieu de la diminution promise de deux à cinq millions, il y a eu une augmentation annuelle de plus de quatre millions et quart.

Les excuses énigmatiques de Sir Richard

M. Cook fait alors allusion à l'excuse donnée par sir Richard Cartwright pour l'augmentation de la dépense au-dessus d'un chiffre qui avait été condamné par lui et ses collègues lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Sir Richard disait dans son discours à Toronto en août 1899:—

"En 1893, quand le parti libéral s'objectait et avec raison à une grande dépense, il était douteux que depuis que le Canada est deve-

nu une nation, depuis la Confédération, il se fût présenté une année où l'économie parût si nécessaire.

L'inanité de cette justification est démontrée par M. Cook qui rappelle le fait que les dénonciations par le parti libéral de l'ancienne dépense et l'engagement pris par lui de la réduire, datent d'avant 1896. Des résolutions furent passées à ce sujet par la convention de 1893; les remarques précitées de sir Louis Davies furent faites en 1893. C'est en 1889 que M. Mills prétendait que la dépense publique pourrait être coupée en deux. Le discours de M. Mulock, sur l'économie fut prononcé en 1895 et celui de M. Paterson en 1890.

La dette augmentée

Après avoir remarqué que l'énormité de la dette publique était considérée avec alarme par les libéraux dans leur convention de 1893, M. Cook passe à l'examen la suivante promesse contenue dans un pamphlet électoral paru penant la dernière campagne:—

"Le parti libéral, placé de nouveau au pouvoir fera cesser l'augmentation de la dette publique et commencera à la réduire aussi rapidement et aussi tôt que possible."

"Bien que le présent gouvernement, reprend M. Cook, ait à la face du peuple fait cette solennelle promesse, il a lui-même augmenté la dette de \$6,458,000. J'emprunte ces chiffres à sir Richard Cartwright:—

"POUVONS-NOUS, COMME PARTI, NIER QUE, EN CE QUI CONCERNE LA DETTE PUBLIQUE ET LA DEPENSE PUBLIQUE, NOS ENGAGEMENTS ET NOS PROMESSES ONT ETE VIOLES; HONTEUSEMENT, I G N O M I N I E U S E M E N T V I O L E S."

Et il ne faut pas oublier que tandis qu'il admettait que la dette s'était accrue, le gouvernement proclamait un excédent de recettes et de revenus sur ceux de ses prédécesseurs. Voici encore les propres paroles de sir Richard Cartwright:—Notre revenu brut pour 1899 sera de quarante-six millions au moins contre trente - quatre millions en 1895."

De sorte que le gouvernement avoue non seulement qu'il a violé l'engagement pris par le parti de ne pas augmenter la dette publique, mais encore qu'il l'a accrue malgré un excédent de recette et un revenu énormément augmenté. Comment pouvons-nous espérer, comme parti, regagner la confiance et le respect de tout un peuple, si nous laissons nos chefs effrontément manquer aux promesses solennelles que nous avons faites sans les jeter par-dessus bord?

"LAISSEZ-MOI VOUS DIRE ENCORE, CAR ON NE PEUT NI TROP SOUVENT NI TROP FORTEMENT LE REPETER,